

Camelia Beciu

L'Europe comme enjeu discursif
dans l'espace public roumain

L'Europe comme enjeu discursif dans l'espace public roumain

Camelia Beciu, maître de conférences à l'Université de Bucarest (Roumanie)

Le décalage entre le développement institutionnel de l'Europe et le sentiment de l'appartenance à une identité européenne est une des évidences les plus évoquées par les chercheurs qui s'interrogent sur la possibilité d'un espace public européen. Ce décalage s'avère saillant aussi dans les pays candidats à l'intégration européenne. Mais dans ce dernier cas, le décalage entre les deux Europes s'explique aussi par une autre discordance, spécifique de la réalité immédiate de ces pays.

L'Europe pour les pays candidats à l'Union européenne

En effet, les pays candidats doivent concilier la «logique d'accès» à l'UE soumise à des réglementations strictes et la «logique d'appartenance» à des valeurs occidentales communes. Ainsi, la communication médiatique sur l'UE n'implique pas forcément le sentiment de l'appartenance à une identité européenne; de même, l'accès à l'UE en termes de candidature ne peut pas être réduit uniquement à l'évocation d'une mémoire collective des relations Est-Ouest. De ce point de vue, la communication médiatique sur l'Europe s'articule autour de thématiques et d'imaginaires médiatiques difficiles à concilier au niveau d'un projet de communication.

La Roumanie reflète pleinement ce dilemme. En effet, dans ce pays la communication sur l'Europe prend appui

sur deux dimensions : l'une évoque l'accès à l'UE tandis que l'autre renvoie à un espace identitaire avec ses ressorts de modernité interrompue brutalement par le communisme. Logique d'accès et mémoire collective s'entrecroisent à l'intérieur de tout discours médiatique. Il en résulte en premier lieu un débat public pauvre en informations sur l'UE au-delà de la candidature de la Roumanie et des autres pays. De même, la question de l'identité européenne n'a qu'une importance faible dans l'espace public roumain. Deuxièmement, la logique d'accès est soigneusement exploitée par la classe politique, d'où la prééminence d'une approche politico-électorale concernant la candidature de la Roumanie. Troisièmement, l'agenda de la candidature et les positionnements de la classe politique bénéficient d'un certain cadrage médiatique qui repose sur les craintes et les vulnérabilités des Roumains accumulées à travers l'histoire communiste. D'où, une communication sur l'Europe peu fondée sur «le registre citoyen». Dans ce contexte de débat, l'image de l'Europe en Roumanie s'est édifiée à travers deux représentations médiatiques privilégiées : d'abord, l'Europe signifie les instances bruxelloises qui monitorisent l'accès de la Roumanie à l'UE en fonction, à la fois, de son retard en matière de réformes économiques et de sa présence dans les vagues ultérieures des pays éligibles ; ensuite, l'UE est perçue comme une promesse d'accès à l'espace restreint et sélectif de la vie occidentale (des qualifications telles «le club des puissants», «l'ensemble des pays civilisés et avancés», «le club des démocraties occidentales», font partie du

L'Europe comme enjeu discursif dans l'espace public roumain

Camelia Beciu

vocabulaire médiatique consacré). L'imaginaire socio-médiatique de l'Europe occidentale s'impose aux dépens de celui de l'Europe communautaire et de l'identité européenne.

Il semble donc, légitime de s'interroger sur les pratiques de médiation qui pourront être utilisées par les médias afin qu'elles puissent passer d'une communication fortement institutionnalisée vers une communication à visée citoyenne ; le but serait aussi de ne pas réduire la question européenne à l'enjeu ponctuel et mesurable de la candidature et à la mémoire collective qui porte sur la relation ouest-est.

Ces interrogations deviennent plus saillantes si on considère le climat de l'opinion publique qui est très favorable à l'intégration. En fait, ce climat consensuel peut s'avérer être soit une prémisse idéale soit, à l'opposé, une contrainte, pour une communication européenne d'intérêt général. Comment donc convertir le consensus sur l'intégration en un débat incorporant non seulement le discours spécialisé de l'UE ou celui, électoral, avancé par les leaders locaux, mais aussi la rationalité de la quotidienneté ?

L'évolution des dispositifs des débats télévisuels consacrés à l'Europe témoigne des difficultés que rencontrent les journalistes roumains à insérer le consensus sur l'intégration à l'UE dans un débat public fondé sur une coexistence des réflexions (politique, critique, type expert, affective, ludique, etc.)¹. En effet, bien qu'instables ces dispositifs n'ont pas favorisé des modes divers de participation à l'espace public (les modes «citoyens», «communautés», «groupes», «témoins», etc.)². Jusqu'en 2004, le savoir fourni par ces débats, les positionnements des hommes politiques et des journalistes ainsi que les profils des participants ont peu privilégié la parole à visée citoyenne. Plusieurs projets communicationnels ont été ainsi déga-gés³.

Parler d'Europe sur le mode de l'expertise

Jusqu'en 2000, l'espace télévisuel de la parole européenne en Roumanie portait sur une médiatisation plutôt événementielle à visée électorale (visites diplomatiques, déclarations politiques, etc.). Dès que les négociations

avec les institutions européennes se sont intensifiées, cette approche a été progressivement complétée en 2001 par des dispositifs spécialement consacrés à la problématique européenne. *Pro-Ouest*, l'émission débat diffusée sur la chaîne privée PRO-TV actualise pour la première fois ce type de dispositif conçu comme une évaluation-baromètre des déclarations des leaders roumains ou étrangers. Étant donné que les participants les plus sollicités lors de cette émission renvoyaient surtout à la classe diplomatique et aux experts, le discours européen qui en est résulté indiquait une réflexion destinée en effet aux élites politiques et médiatiques. Ce type de parole a consacré un débat «clos» où les décideurs échangeaient un savoir expert, consensuel et spécialisé faisant peu de place à la parole polémique. D'ailleurs, l'émission *Pro-Ouest* instaure un certain imaginaire sur le discours européen – l'Europe de «la haute diplomatie». Précisons que cette approche de l'Europe à la télévision roumaine s'est développée dans un espace public saturé d'émissions confessionnelles. Cependant le dispositif hermétique de *Pro-Ouest* figurait presque comme un élément discordant. Après une période de consécration, le même dispositif deviendra vers la fin de 2002 l'objet de diverses procédures d'«ouverture».

L'Europe comme enjeu idéologique

Après le 11 septembre 2001 et l'accélération des négociations entre la Roumanie et les institutions internationales, le discours télévisuel sur l'Europe se reconstruit en termes de grilles des programmes et de typologie des dispositifs. La parole européenne, disséminée en 2001 à travers des émissions spécialisées, commence en 2002 à pénétrer les talkshows politiques, sociaux et mêmes intimistes. Les émissions dédiées spécialement à l'Europe se multiplient et coexistent avec les émissions bien plus populaires de conversation politique⁴. Cet élargissement de l'espace de débat télévisuel a influencé les profils des participants aux débats, le type de savoir et le traitement de la parole, ce qui explique l'émergence d'une communication moins réglementée par la voie des diplomates.

Cependant, il ne faudrait pas surévaluer ces changements.

Camelia Beciu

L'Europe comme enjeu discursif dans l'espace public roumain

Les mutations sont modérées et se résument à un traitement médiatique plus polémique, à la montée d'un savoir idéologisé ainsi qu'à la coexistence de ce type de savoir avec la parole des diplomates. En termes de participation aux débats, la seule mutation notable indique une diversification des profils provenant de la classe politique et diplomatique. Par exemple, le thème européen n'est plus abordé dans l'émission *Pro-Ouest* uniquement par des diplomates et des ex-dignitaires politiques au statut plutôt symbolique, mais aussi par des leaders politiques «actifs» – décideurs et leaders de l'opposition politique. Au-delà de l'usage électoral, cette politisation du discours européen a réactivé l'intérêt des journalistes surtout pour des événements toujours controversés de l'histoire nationale (par exemple, le problème de l'Holocauste en Roumanie). D'où, un certain cadrage médiatique de la candidature en termes d'identité nationale, vue à travers des événements historiques particulièrement sensibles. À cette période, les divers événements liés à la candidature de la Roumanie sont discutés moins par rapport aux chapitres des négociations que dans un contexte identitaire à visée nationale. Journalistes, hommes politiques et intellectuels ont pu ainsi confronter leurs idéologies d'une manière plus profonde que dans une perspective purement électorale.

Un projet politico-identitaire

La visite du président américain George W. Bush à Bucarest en novembre 2002 a validé symboliquement l'acceptation de la Roumanie comme futur membre de l'OTAN. Lors de cet événement, la médiatisation de la parole européenne est restée plus que jamais tributaire de la problématique identitaire, celle-ci étant apparemment détachée de l'agenda des négociations. Mais les usages discursifs sont différents et indiquent une nouvelle étape dans le traitement du thème européen qui continuera tout au long de l'année 2003. Ainsi, le registre identitaire est approprié comme une autoanalyse de la collectivité visant le nouveau statut géopolitique acquis par la Roumanie. Les débats télévisuels ont engendré un savoir public informel mettant en lumière le climat émotionnel des Roumains par rapport à «l'autre» – l'Union européenne,

les États-Unis et l'OTAN⁵. Journalistes, hommes politiques, experts ont cherché des réponses à des questions identitaires telles que : l'invitation d'adhérer à l'OTAN constitue-t-elle l'événement le plus important après l'acte de réunification nationale de 1918 ? Par contre, la chute du communisme en décembre 1989 ne dépasserait-elle pas en importance tout autre événement ? Quelle serait la forme la plus souhaitable pour exprimer la joie des Roumains : l'enthousiasme des grandes fêtes populaires ou la joie discrète vécue dans l'intimité ?

Prenant appui sur ces interrogations, les modérateurs ont mis en question leur propre agir journalistique («l'importance de cet événement n'est-elle pas exagérée par les journalistes ? le ton n'est-il pas trop pathétique ?»). Cette autoréflexivité sur la condition professionnelle a permis aux journalistes de se positionner plutôt comme «témoins» de l'enthousiasme populaire tout en évoquant le fait que la Roumanie n'était plus un pays au statut marginal et isolé, mais un pays qui serait désormais l'«allié» des États-Unis et un futur membre de l'UE. D'autres affirmations identitaires ont mis en évidence le scepticisme collectif concernant la capacité des gouvernants et «des Roumains» d'assumer tous les indicateurs communautaires. Tout un imaginaire collectif a été mis en œuvre, au cœur duquel on retrouve des traditions et des mentalités susceptibles de bloquer l'intégration euro-atlantique de la Roumanie.

Ce registre personnalisant des débats sur l'Europe et sur l'OTAN a structuré les positionnements – émotionnels – des modérateurs et des participants. Les modérateurs ont interrogé les hommes politiques sur leur état affectif et sur leurs sentiments au moment où ils ont appris le nouveau statut de la Roumanie. Ce même principe du témoignage affectif a été bien mis en lumière aussi par les profils des participants évoquant le public national : des identités régionales représentées par la présence idyllique du paysan et du village roumain ainsi que le profil du Roumain «mal informé» mais enthousiaste. Le «nous» identitaire approprié par tous les participants et notamment par les journalistes indiquait le corps social ému, au-delà de son manque de réalisme et de ses inerties apparemment définitives⁶.

En 2003 ce type de discours identitaire fondé sur les

témoignages affectifs devient complémentaire des nouveaux dispositifs de débat conçus peu après la visite du président américain à Bucarest et l'accélération des négociations d'adhésion de la Roumanie à l'OTAN et d'intégration à l'UE. Il s'agit notamment des émissions de télévision consacrées à la Roumanie exemplaire par opposition à la Roumanie pathologique tributaire de la violence, de la pauvreté, des faits paranormaux ou des événements « providentiels ». Tout au long de ces émissions, les journalistes s'attribuent la mission de découvrir des lieux, des gens et des ritualités considérés comme ayant une dimension européenne. L'agenda de la candidature à l'UE continue, donc, de susciter une mémoire collective sur le statut socioculturel d'une Roumanie ayant survécu aux cinquante années de communisme.

La crise en Irak soulève cependant un nouvel enjeu identitaire dans le traitement médiatique de la parole européenne. Les débats télévisuels organisés à cette période dévoilent une Roumanie qui devrait agir « entre » deux espaces d'intérêts géopolitiques, tout en ayant un « statut secondaire » pour les européens comme pour les américains. Afin d'expliquer ce statut particulier, intervenants et modérateurs ont pris appui sur des énoncés d'évidences, renvoyant à l'histoire des Roumains, à leurs traumas et à leurs sensibilités que les occidentaux trouvent probablement incompréhensibles⁷.

Mais, il faut le souligner, le conflit en Irak et notamment la position de la Roumanie favorable à l'intervention n'a pas donné lieu à des clivages au niveau des médias et de l'opinion publique roumaine. Les modérateurs se sont même interrogés sur le fait de savoir pourquoi la crise irakienne n'a pas déclenché en Roumanie un courant d'opinion protestataire semblable à celui développé dans les pays occidentaux. En conséquence, tout au long de la crise, les débats télévisuels ont porté notamment sur l'origine des déclarations occidentales, sur les mots et les nuances cachés qu'elles pouvaient contenir.

Il faudrait retenir tout de même, qu'en termes de savoir public, le discours médiatique à cette période s'est distingué par un élément nouveau, c'est-à-dire, une approche de l'Europe et des États-Unis en tant qu'acteurs politiques ayant leurs propres enjeux par rapport à la Roumanie.

Autrement dit, le raisonnement identitaire de type « que représente l'Europe politique pour nous, les Roumains ? que représentent maintenant les États-Unis ? » dégage une vision plutôt politique que socioculturelle – une vision en termes d'« intérêts » des européens et des américains par rapport à la Roumanie⁸. Cette évolution annonçait à l'époque une approche médiatique plus focalisée sur l'agenda de la candidature et sur sa pertinence pour l'agir citoyen (à présent, cette approche est en train de se configurer, mais elle n'est pas encore une évidence).

Pendant la crise irakienne, la typologie des participants aux débats sur l'Europe a été même plus restreinte qu'auparavant. Une possible explication renvoie aux pratiques journalistiques mêmes. Nous l'avons déjà évoqué, l'opinion publique roumaine ne s'est pas divisée par rapport à l'intervention militaire en Irak. Les journalistes ont dû construire l'existence potentielle d'une opinion scindée afin de générer le nécessaire « duel » médiatique. Ils ont fait appel aux déclarations des mêmes personnalités reconnues pour leur idéologies opposées, l'une anti-américaine et l'autre pro-américaine. Mais la polémique semblait bien artificielle dans sa tentative de respecter le contrat de communication médiatique. L'absence des responsables gouvernementaux a constitué un symptôme de la médiatisation sur l'Irak. En fait, ce ne sont pas les leaders politiques et les décideurs qui ont participé à ces émissions de débat, mais les conseillers et les experts gouvernementaux. Quant à l'opinion publique, elle a été évoquée uniquement à travers les énoncés d'évidences des intervenants, portant sur les sensibilités et les attitudes des Roumains.

De l'expertise à l'identité : un passage sans transition

En guise de conclusion provisoire, constatons d'abord, qu'après 2000, la communication médiatique sur l'Europe s'organise à partir d'une parole spécialisée, spécifique de la sociabilité de type expert et diplomatique pour s'instituer, ensuite, en parole identitaire, relevant d'une sociabilité collective. Le passage entre ces deux pôles communicationnels n'a pas inclus une approche des thèmes européens en tant que problèmes publics à visée citoyenne.

Camelia Beciu

L'Europe comme enjeu discursif dans l'espace public roumain

Il y a eu un passage sans transition d'une vision de type expert vers une approche médiatique centrée sur plusieurs enjeux identitaires (histoire de la nation, identité collective reliée au passé communiste et à la relation de la Roumanie avec l'Occident et identité collective reliée aux mentalités et aux sensibilités des Roumains). En effet, jusqu'en 2004, ces codes identitaires ont sur-réglémenté tout événement majeur portant sur la candidature de la Roumanie à l'UE. Logique d'accès à l'UE et imaginaire de la candidature ont été appréhendés à travers des interrogations identitaires. L'espace public de la parole européenne n'a donc pas rempli sa fonction de médiation entre identités sociales différentes et divers types de savoirs et logiques d'agir⁹. Par contre, cet espace public tel qu'il a été configuré par les médias télévisuels s'est plutôt révélé être une scène d'apparition de l'espace commun des Roumains.

Pistes bibliographiques

Lochard, (Guy), «Identités sociales, médiatiques et discursives à la télévision : de la mobilité à l'instabilité», *Questions de communication*, 2, 2002, p. 145-157.

Price, (M. E.), «*Television, the Public Sphere and National Identity*», Oxford University Press, 1995, p. 24.

Tassin (E.), «Espace commun ou espace public? L'antagonisme de la communauté et de la publicité», *Hermès* 10, 1992, p. 35.

Notes

¹ Dans cet article nous rejoignons les approches qui appréhendent l'espace public comme un concept plutôt méthodologique que normatif. Par exemple, Price souligne en ce sens que l'espace public habermassien renvoie à une «technique nécessaire pour évaluer la mesure dans laquelle les pratiques verbales et les structures médiatiques contribuent à la démocratisation de la société», (Price, M. E., *Television, the Public Sphere and National Identity*, Oxford University Press, 1995, p. 24).

² À ce propos, voir les remarques de Guy Lochard sur la relation entre la médiatisation télévisuelle et l'instabilité identitaire : «Il apparaît ainsi que dans la télévision de direct et de plateau principalement, le rapport entre identité sociale, identité médiatique et identité discursive doit être pensé comme fondamentalement processuel, fluide et réversible, la machinerie médiatique ne parvenant tout au plus qu'à disposer et exposer certaines configurations sociales et identitaires. Mais jamais à les imposer irréductiblement», (Lochard G., «Identités sociales, médiatiques et discursives à la télévision : de la mobilité à l'instabilité», *Questions de communication*, 2, 2002, p. 145-157).

³ Le corpus comprend des débats télévisuels sur l'Europe qui correspondent à la période durant laquelle la Roumanie a obtenu un statut plus opérationnel en terme d'intégration à l'Europe et à l'OTAN (2000-2003) ; ensuite, cette même période a été définie selon des événements médiatiques «fondateurs» : l'invitation adressée à la Roumanie en novembre 2000 concernant l'adhésion à l'OTAN ; la visite de George W. Bush à Bucarest au même mois de novembre 2000 ; la crise internationale déclenchée en 2003 par l'intervention de la coalition internationale en Irak.

⁴ En 2002, les émissions suivantes ont été dédiées spécialement aux thèmes européens : Pro-Ouest (diffusée le mercredi de 22h30 à minuit sur la chaîne privée PRO-TV), *Euroatlantica*, (diffusée le jeudi de 22h00 à 23h00 sur TVR 1, première chaîne de la télévision publique) et l'*Agenda européen* (diffusée le samedi de 20h30 à 21h45 sur TVR1, la première chaîne de la télévision publique).

⁵ «Nous ne sommes plus marginalisés, quelque part, à l'écart de l'Europe ou même hors d'elle» (Journaliste, Édition Spéciale, *Les voix des Roumains*, TVR 1, 21.11.2002). «Pour moi, ce jour représente la fin officielle du communisme en Roumanie, un état que la révolution de décembre 89 n'avait pas résolu» (Journaliste-invité, Marius Tuca-Show, Antena 1, 21.11.2002). «C'est un moment que nous vivons avec un enthousiasme juvénile, on se sent libéré de cette grande angoisse, de cette immense peur que nous nous trouvons quelque part au bout du monde comme dans le régime de Ceausescu quand personne ne s'intéressait à nous» (Expert, *Marius Tuca-Show*, Antena 1, 21.11.2002). «Je crois que c'est la première fois que j'entends dire que la Russie ne doit pas avoir peur de la Roumanie. Jusqu'à présent, c'était l'inverse» (Journaliste, Édition spéciale, PRO-TV, 23.11.2002). «- Nous avons oublié de nous réjouir ; mais je ne crois pas que cet événement doive être fêté avec des pétards et des confettis. - Je n'ai pas dit ça. Ce n'est pas un événement qui doit être célébré dans la rue comme une victoire de l'équipe nationale. Oui, j'ai eu moi aussi ce sentiment, je me suis dit, voilà, tout le monde est sorti dans la rue ! Je me suis senti un peu gêné quand j'ai vu la foule dans la rue même s'il s'agissait d'un grand moment de joie, j'ai été un peu gêné. - Je ne suis pas d'accord avec vous, même si je vous apprécie tous les deux, en fait, il faut que nous sortions dans la rue parce que maintenant c'est nous qui voulons le faire. Jusqu'en 1989, les communistes nous obligeaient de sortir. - Mais je n'ai pas dit que c'était une erreur ! - Je voudrais simplement vous fournir une information : à Sofia, à cette heure même, personne ne se trouve dans les rues, personne ne fait la fête à l'occasion de l'entrée de la Bulgarie dans l'OTAN» (dialogue entre le modérateur, le journaliste-invité et l'expert, *Marius Tuca-Show*, Antena 1, 22.11.2002).

⁶ «Cet ancien héros de guerre n'a jamais entendu parler de l'OTAN, mais il attend les Américains depuis une cinquantaine d'années [...] Ils ont quand même entendu parler de l'OTAN à la radio ou à la télévision, mais ils n'ont pas compris de quoi il s'agissait» (Journaliste, Édition spéciale, *Les voix des Roumains*, TVR 1, 21.11.2002). «Certes, cette visite de George W. Bush à Bucarest est historique et le mot n'est pas du tout exagéré, en même temps, nous avons remarqué certains accents qui ressemblent au «festivisme» d'aparavant, il est intéressant de voir comment les anciennes choses servent les renouvellements» (Journaliste, Édition Spéciale, PRO-TV, 23.11.2002).

⁷ «Pourquoi soutenons-nous une intervention militaire en Irak ? Parce que nous avons eu affaire à une dictature et nous comprenons mieux ce qui se passe à l'intérieur d'un pays qui est soumis à une dictature. Moi aussi j'aurais voulu des démonstrations avec des milliers et des milliers de participants contre un Ceausescu qui ne détenait pas d'armes de destruction massive, mais qui enfermait des millions et des millions de gens» (Journaliste-invité, *Marius Tuca-Show*, Antena 1, 18.02.2003). «Je ne suis pas d'accord avec l'action des États-Unis, mais je comprends le soutien de la Roumanie aux États-Unis comme un geste désespéré ; dans quel sens ? Pour la Roumanie, les États-Unis constituent à présent la garantie la plus sûre que nous n'allons plus être jetés dans le marécage d'où nous essayons de sortir maintenant» (Journaliste-invité, *Marius Tuca-Show*, Antena 1, 18.02.2003). «À présent, nous possédons un statut marginal par rapport à l'OTAN. Nous avons à peine monté le dernier escalier du dernier wagon, oui, nous avons eu du mal à re tenir la dernière place là-bas. Mais je crois que la Roumanie pourrait convain-

L'Europe comme enjeu discursif dans l'espace public roumain

Camelia Beciu

cre l'alliance dans les années à venir qu'elle est en fait un membre de première catégorie» (Journaliste-invité, *Marius Tuca-Show*, Antena 1, 18.02.2003).

⁸ «Je crois que nous sommes susceptibles d'immaturation politique si nous perdons la tête suite à ces déclarations très généreuses provenant de Washington qui spécifient que nous et l'Europe de l'Est deviendront le

centre de l'univers». (Journaliste-invité, *Marius Tuca-Show*, Antena 1, 18.02.2003).

⁹ Ce propos prend appui sur la distinction faite par Étienne Tassin entre l'espace public et l'espace commun (Tassin, É., «Espace commun ou espace public? L'antagonisme de la communauté et de la publicité», *Hermès* 10, 1992, p.35).